



الجزائر

ALGERIA

Conférence des Nations Unies
sur la crise financière et économique mondiale
et son incidence sur le développement
(New York, 24-26 juin 2009)

Déclaration
de S.E. M. Idriss JAZAIRY
Représentant Personnel de
S.E. M Abdelaziz BOUTEFLIKA,
Président de la République

New York 25 juin 2009

Monsieur le Président,

Le président de la République, S E M. Abdelaziz BOUTEFLIKA m'a chargé de vous adresser personnellement ses vives félicitations pour la manière remarquable avec laquelle vous présidez aux destinées de l'Assemblée générale. Un hommage particulier vous est dû pour avoir ramené au centre des préoccupations de cette instance mondiale, avec cette généreuse compassion qui vous a toujours caractérisé, la question de la crise financière et économique actuelle.

Vous nous apportez, Monsieur le Président, ce souffle d'idéal qui confère aux Nations Unies son autorité morale.

Je salue également le Secrétaire Général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, pour les efforts qu'il déploie à la tête de notre organisation.

Monsieur le Président,

Aujourd'hui, le sentiment qui continue de prévaloir dans le contexte qui nous réunit est celui de l'incertitude. Malgré certains signes qui se veulent encourageants de ci et de là, nul ne peut affirmer que la crise ait atteint son paroxysme ou que les prémices de la croissance se manifestent effectivement.

L'économie mondiale est toujours marquée par des tensions graves et des incertitudes persistantes. La crise débouche sur une détérioration beaucoup plus grave des économies des pays en développement.

Je prendrai, pour illustrer mon propos, le cas de l'Afrique.

Durant les années 2000, l'Afrique a connu, dans le cadre du NEPAD, la plus longue et la plus forte croissance de son histoire puisqu'elle a cru globalement à un taux moyen supérieur à 6%.

Aujourd'hui, notre continent subit de plein fouet une crise dans la genèse de laquelle il n'a joué aucun rôle. Ses exportations diminuent, le prix de ses matières premières s'est effondré, de même que le volume des transferts à leur pays d'origine de ses travailleurs migrants. De surcroît, les flux touristiques sont orientés à la baisse. La dette extérieure s'alourdit.

Ainsi, le taux de croissance de l'Afrique est retombé à 1,5%.

L'Algérie, comme les autres pays du continent subit elle aussi l'impact de cette crise, en particulier pour ce qui concerne ses recettes d'exportation.

Cependant, une gestion prudente des finances publiques et un programme intensif et pluriannuel d'investissements dans les infrastructures, ont permis d'amortir considérablement cet impact et de maintenir l'essentiel de ses objectifs socio-économiques.

Monsieur le Président,

Nous sommes profondément préoccupés par la montée de l'intolérance et de la xénophobie dont sont victimes, dans ce contexte de crise, les travailleurs migrants africains dans les pays industrialisés. Les autorités de ces pays professent un attachement pour la protection des droits de l'homme et, en particulier ceux des groupes les plus vulnérables. Pour être conséquents avec eux mêmes, ils devraient donc adhérer à la Convention Internationale sur la Protection des Travailleurs Migrants et de leurs Familles.

D'une manière plus générale, il convient d'assurer des sources de financement plus stables aux pays en développement, conformément aux engagements pris dans la Déclaration du Millénaire, le Consensus de Monterrey, le Sommet mondial de 2005, et la Déclaration de Doha.

Monsieur le Président,

Nous avons suivi avec la plus grande attention les délibérations du G-20 à Londres et appelons à la mise en œuvre rapide de ses conclusions.

Il s'agit là de conclusions que nous apprécions et dont nous appelons à la mise en œuvre rapide. Nous avons été particulièrement sensibles à la préoccupation qu'il a exprimée concernant l'impact de la crise sur les plus pauvres et les plus vulnérables. Nous notons également avec satisfaction sa reconnaissance de la nécessité de sélectionner les dirigeants des institutions de Bretton Woods sur une base géographique ouverte et en fonction de leurs mérites.

Nous nous félicitons également des ressources financières supplémentaires à allouer au FMI. Nous aurions souhaité, cependant, que cet apport fût précédé ou accompagné de la réforme tant attendue de cette institution.

Nous accueillons également avec intérêt l'acceptation par le G20 de nouveaux Droits de Tirage spéciaux au FMI. Cette orientation, positive en elle-même, devient cependant sujette à caution dès lors que la répartition de ces DTS se ferait en fonction des quotes-parts actuelles des Etats membres et non en fonction de leurs besoins respectifs.

D'une manière générale, dans cette période de crise, nous appelons les institutions financières internationales à ne plus privilégier, dans l'octroi de liquidités à court terme ou de financements à plus long terme, l'ajustement structurel au détriment du développement socio-économique.

Monsieur le Président,

On peine à comprendre comment, en dépit des instruments perfectionnés d'analyse à sa disposition, la communauté internationale ait été prise au dépourvu par la cascade de crises remettant en cause les fondements mêmes de la vie en société.

Je me réfère à la crise des changements climatiques, à la crise alimentaire, à la crise énergétique, suivies de la crise financière puis de celle de l'économie mondiale. Cette dernière a été elle-même à l'origine d'une crise sociale aux conséquences humaines graves pour les uns et désastreuses pour les autres.

Une telle myopie collective face à ces graves dangers peut-elle trouver son explication dans la dérégulation effrénée des marchés et les carences de la gouvernance, caractéristiques de la mondialisation? En tout cas elle vaut rappel du fait que les schémas réducteurs des idéologies en vogue ne sont d'aucun secours pour appréhender la complexité de l'économie mondiale et l'imprévisibilité des agents économiques ainsi que des mouvements de société.

Pour sortir de la crise, il faut que la croissance soit saine et durable et que soient en même temps réduits les déséquilibres qui l'ont minée par le passé. A cet effet, il est essentiel qu'une part adéquate des moyens financiers affectés à la relance de l'économie internationale soit allouée, sous forme de stimulus, à la demande insatisfaite pour des besoins vitaux dans le Sud.

La communauté internationale doit tirer les leçons de la crise actuelle. Des réformes s'imposent. On ne peut plus différer l'édification d'un système monétaire et financier international, y compris en matière de gestion de réserves, qui soit véritablement multilatéral, transparent, régulé, stable et compatible avec le développement.

Monsieur le Président,

Nous concevons que pour juguler la crise les dirigeants des pays puissants économiquement se réunissent dans un groupe restreint. Mais la responsabilité de l'édification de la nouvelle architecture financière et monétaire ne peut revenir qu'à la communauté internationale tout entière. En effet, un groupe de pays ne peut légitimement décider seul d'un système qui concerne toute l'humanité.

Monsieur le Président,

La crise financière et économique actuelle ne peut servir ni d'excuse, ni d'alibi, pour soustraire les Etats à leurs responsabilités

communes, certes, mais différenciées en matière de changements climatiques. Ces derniers, en raison de leurs graves conséquences humaines, doivent être au centre de nos préoccupations.

Nous n'avons pas le droit d'échouer dans la relance verte et à forte création d'emplois de l'économie mondiale lors de la conférence de Copenhague.

L'Afrique est le continent qui pollue le moins, mais paradoxalement celui qui subira le plus les affres des changements climatiques, notamment en termes de perte de potentiel agricole et de déplacements de populations.

C'est pourquoi la communauté internationale devra mettre en place les moyens financiers et technologiques à même de permettre aux pays africains de s'adapter à ce défi extraordinaire sans ralentir pour autant leurs taux de croissance.

Il y a lieu, à cet effet, de doter rapidement de ressources suffisantes le Fonds d'Adaptation afin de permettre aux pays en développement,

notamment africains, d'être mieux outillés face aux effets des changements climatiques.

Monsieur le Président,

Nous nous réjouissons du fait que notre conférence soit parvenue à un consensus sur un document final. Cependant, tous les efforts qui ont été déployés pour y parvenir seraient de peu d'effet sans un mécanisme efficace de suivi tel que proposé dans le Document.

Nous recommandons que l'Assemblée Générale adopte les procédures nécessaires à cette fin et constitue, en appui à ce mécanisme, un panel d'experts économiques et financiers de toutes les régions du monde à l'image du Groupe Intergouvernemental d'Experts sur le Climat.